



ALERTE SOCIALE

SE MOBILISER, UNE NÉCESSITE

Des milliards d'argent public pour supprimer des emplois, c'est inadmissible !

L'année 2020 a été marquée par une crise sanitaire due à la Covid-19 aggravant la crise économique, sociale et environnementale que nous vivons depuis plusieurs décennies.

Loin de la prise de conscience de l'échec d'un système économique à bout de souffle, le patronat cumule très souvent licenciements et aides publiques (chômage, temps partiel...).

Les services publics continuent d'être démantelés : la santé, l'éducation nationale, l'énergie, les collectivités territoriales...

Les personnels de services et autres professions (caissières, aides à domicile, rippeurs, agents de nettoiyages...) ont fait partie des premiers de corvée.

Ce constat impose de contrôler et de conditionner socialement et écologiquement les aides publiques. Il faut un véritable plan de relance combinant investissement public massif et soutien des revenus des plus fragilisés ou précaires. C'est le chemin inverse que prend ce gouvernement.

Rien pour les petits salaires, la ministre du Travail annonce, presque comme une provocation, une revalorisation du SMIC en dessous d'1% pour 2021.

Rien non plus pour les lers de corvée, exposés depuis le début de la pandémie, toutes et tous devront attendre une hypothétique négociation dans leurs secteurs professionnels fin 2021.

Rien pour les soignants qui dénoncent un plan Ségur au rabais et beaucoup de professionnels oubliés.

Rien pour l'ensemble des fonctionnaires dont le point d'indice reste gelé.

47% des jeunes s'inquiètent pour leur emploi et leur taux de chômage a dépassé les 20%. Le second confinement les a fait plonger dans l'extrême précarité.

Dans ce contexte, et ce n'est pas anodin, les attaques liberticides du gouvernement se multiplient.

Nous affirmons, au contraire, que la réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent :

- la création de millions d'emplois,
- et notamment de 400 000 emplois dans les hôpitaux et les établissements médico-sociaux,
- le partage et la réduction du temps de travail,
- la relocalisation de notre production, en particulier celle de médicaments.

Il n'y a pas de fatalité. Tout est une question de choix, c'est pourquoi nos organisation appellent à une dynamique de convergences et de renforcement des luttes.